



LYNDON B. JOHNSON : ENTRE CONTINUITÉS ET RUPTURES



DIRECTION

Alexandra Boudet-Brugal
Benoît Lopez



15

LYNDON B. JOHNSON : ENTRE CONTINUITÉS ET RUPTURES

DIRECTION

Alexandra Boudet-Brugal
Benoît Lopez

COLLECTION « ACTES »

Comité éditorial

Elsa Bansard (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Marianne Blidon (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IDUP)
Stefano Bosi (Université d'Évry, CEPS)
Maryse Bresson (UVSQ, Printemps)
Sophie Chiari (IHRIM, MSH Clermont-Ferrand)
Claude Didry (CNRS, Centre Maurice Halbwachs)
Pierre Guibentif (Iscte Institut universitaire de Lisbonne, Dinâmia'CET_Iscte)
Christian Hottin (ministère de la Culture, direction générale des Patrimoines
et de l'Architecture, UMR Héritages, CTHS)
Flavie Lavallée (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Sébastien Oliveau (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Delphine Placidi-Frot (Université Paris-Saclay, IEDP, associée au Printemps)
André Torre (INRAE, AgroParisTech)

* * *



MSH Paris-Saclay Éditions, Université Paris-Saclay, 2025.

4, avenue des Sciences, 91190 Gif-sur-Yvette

www.msh-paris-saclay.fr

Collection « Actes »

ISSN 2800-7891



Cet ouvrage est publié en accès ouvert selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Utilisation non commerciale – Pas d'œuvre dérivée 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0), qui permet le partage de l'œuvre originale (copie, distribution, communication) par tous moyens et sous tous formats, sauf à des fins commerciales, à condition que l'œuvre originale soit correctement citée et diffusée sans modification, dans son intégralité.

Pour plus d'informations : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

ISBN 978-2-9597054-2-7

L'élection présidentielle de 1964

Un tournant dans la vie politique américaine

Julien BOUDON

Les années Johnson sont remarquables à bien des égards : pour le constitutionnaliste et le politiste, elles marquent un bouleversement dans la géographie électorale des États-Unis d'Amérique. Depuis la guerre de Sécession, le Sud votait traditionnellement démocrate, tandis que le Nord votait massivement républicain : nonobstant l'émancipation des esclaves, la ségrégation continuait comme avant dans les États du Sud (lois Jim Crow) et les États du Nord n'en pouvaient mais. Il aura appartenu à un Texan, le président Johnson, de poursuivre et d'amplifier la politique émancipatrice inaugurée par son prédécesseur, John Kennedy (Voting Rights Act). Le Parti démocrate reniait en partie l'héritage politique de la Reconstruction : le coût électoral allait se révéler terrible. En effet, le « Deep South » tournait le dos progressivement aux Démocrates et votait de plus en plus nettement en faveur des Républicains. De ce point de vue, l'élection présidentielle de 1964 est remarquable : pour la dernière fois jusqu'à aujourd'hui, le candidat démocrate l'emportait sur son rival républicain dans les États du Sud. Dans les décennies suivantes, et surtout depuis une vingtaine d'années, les Républicains l'emportent largement au niveau local comme au niveau fédéral. Il reste à savoir si la tendance ne s'inverse pas dans certains États sudistes, par exemple la Géorgie.

MOTS CLÉS : Lyndon B. Johnson, élection présidentielle de 1964, déségrégation, mouvement pour les droits civiques, géographie électorale des États-Unis

Les médias français se sont beaucoup intéressés aux élections présidentielles de 2016 et 2020, mais aussi aux élections sénatoriales concomitantes dans certains États de l'Union, à commencer par la Géorgie. Le gain des sièges de sénateur dans cet État sudiste était crucial pour le

contrôle de la Chambre haute. Au terme de compétitions très disputées, les électeurs de Géorgie ont à chaque fois donné la victoire aux candidats démocrates, ce qui a eu une incidence cruciale sur le vote des lois ou la nomination des juges durant la période considérée. Ce fut une surprise parce que la Géorgie votait plutôt républicain depuis une cinquantaine d'années, c'est-à-dire depuis les années 60, et plus précisément depuis 1964. Voilà qui nous conduit à notre sujet, à savoir l'élection présidentielle de 1964 et ses conséquences politiques aux États-Unis pendant les décennies qui ont suivi.

On commencera par rappeler les grandes caractéristiques d'une élection présidentielle aux États-Unis, avant d'évoquer celles de 1964 et de 1968, voire l'ensemble des élections organisées depuis.

L'organisation d'une élection présidentielle aux États-Unis

Nous nous limiterons à l'essentiel (Boudon, 2011, 2022). Premièrement, il est entendu que l'élection n'est pas directe : le président et le vice-président ne sont pas élus par les électeurs directement, mais par les grands électeurs, du moins dans la majorité des cas. Pourquoi cette précision ? Parce que, deuxièmement, dès lors qu'une majorité absolue de grands électeurs ne se dégage pas en faveur d'un *ticket*, alors il appartient à la Chambre des représentants de désigner le président et au Sénat de désigner le vice-président. Cette occurrence s'est réalisée trois fois au XIX^e siècle. L'hypothèse n'est pas farfelue de nos jours, nous y reviendrons.

En troisième lieu, les grands électeurs sont au nombre de 538, ce qui correspond à la somme des 435 représentants et des 100 sénateurs, auxquels s'ajoutent 3 grands électeurs de Washington D.C. Chaque État désigne donc autant de grands électeurs qu'il envoie de représentants au Congrès. Il y en a toujours au minimum 3, car les plus petits États de l'Union ont droit à 2 sénateurs (principe d'égalité) et à 1 représentant (en raison de la démographie). L'État le plus peuplé, la Californie, parvient à 55, la somme de 53 représentants et de 2 sénateurs. Je passe sur la manière dont les grands électeurs sont désignés dans chaque État : dans tous les États, sauf deux, le Maine et le Nebraska, s'applique la règle du *winner takes all*, c'est-à-dire qu'au moyen d'un scrutin de liste majoritaire, le parti arrivé en tête rafle tous les sièges à pourvoir. On glisse aussi sur le

point de savoir si les grands électeurs sont contraints de voter dans le sens annoncé ou si le système tolère des *faithless electors* – la réponse est plutôt négative, et encore plus depuis un arrêt de la Cour suprême *Chiafalo* de 2020 – (Boudon, 2020).

Dans la perspective qui est la nôtre, on retiendra que 6 États ont droit à 3 grands électeurs, 6 autres à 4, que 2 seulement dépassent les 30 (le Texas est à 38, la Californie à 55), qu'un seul dépasse les 50, etc. La répartition des grands électeurs est revue tous les dix ans à l'occasion du *Census* national et c'est un jeu à somme nulle : pour les prochaines élections présidentielles, la stabilité est grande en bas de l'échelle – et pour cause s'agissant des États disposant de 3 grands électeurs –, tandis que des variations non négligeables seront enregistrées dans les plus grands États. Ainsi, la Californie perdra un siège (54), le Texas en gagnera deux (40), la Floride un (30), New York en perdra un (28), etc.

L'élection présidentielle de 1964

En 1960, le *ticket* démocrate est élu d'une courte tête (Israel, 1997 ; Troy, Schlesinger & Israel eds, 2012). Il est assez probable d'ailleurs que les dés ont été pipés et que la victoire républicaine a été volée, pour reprendre une terminologie bien connue depuis quelques années. Kennedy devient président et Johnson vice-président, lui qui avait représenté le Texas à la Chambre basse comme au Sénat pendant de longues années avant et après la guerre. On retrouve là un attelage assez classique : un élu de la côte Est et un élu du Sud, ce qui aura son importance en 1964 ; deux adversaires lors des primaires qui se réconcilient (comme Barack Obama et Joe Biden en 2008 par exemple). Les résultats sont serrés : le couple démocrate l'emporte de 100 000 voix seulement à l'échelle nationale, ce qui se traduit par 303 grands électeurs contre 219. Trois ans après, Kennedy est assassiné à Dallas, un an avant la fin de son mandat. L'article 2, section 1, clause 6 de la Constitution s'applique aussitôt et Johnson devient président. Comme le mandat à terminer est inférieur à deux ans, et depuis le XXII^e amendement de 1951, qui limite le nombre de mandats présidentiels à deux, cela signifie que Johnson pouvait concourir deux fois en 1964 comme en 1968 : on verra qu'il renoncera en 1968 avec des conséquences capitales à la clé.

Johnson est naturellement candidat en 1964 et son élection est un triomphe. Jamais un *ticket* n'avait rassemblé autant de suffrages populaires (61 %) et de grands électeurs (486, soit 90 %). Seul Ronald Reagan a fait mieux depuis en obtenant 489 grands électeurs lors de l'élection de 1980. En 1964, un autre chiffre montre le plébiscite en faveur des Démocrates : Johnson remporte 44 États et Washington D.C. – c'est la première fois que le district fédéral désignait des grands électeurs depuis l'adoption du XXIII^e amendement de 1961. Tous les présidents depuis deux siècles sont certes élus en ralliant une majorité absolue de grands électeurs, faute de quoi l'élection reviendrait au Congrès, mais il est assez fréquent qu'ils ne reçoivent qu'une majorité relative de suffrages populaires. Ce fut le cas de Kennedy en 1960, de Nixon en 1968 mais aussi de Bill Clinton (deux fois en 1992 et 1996), de George Bush Jr. (en 2000) et de Donald Trump en 2016 pour la période récente. De son côté, en 1964, Johnson écrase donc son adversaire républicain, Barry Goldwater, en récoltant 61 % des suffrages populaires.

En outre, Johnson l'emporte dans tous les États, sauf 6 (Arizona, l'État natal de Goldwater, l'Alabama, la Géorgie, la Louisiane, le Mississippi et la Caroline du Sud). Le Parti démocrate reste cependant majoritaire dans les anciens États confédérés puisqu'il en conserve 6 (sur 11). Or c'est la dernière fois car, par un mouvement d'une rapidité inouïe, la géographie électorale américaine va complètement changer à partir de 1964 et 1968. Pour le dire d'un mot, le *Deep South* qui votait démocrate depuis la guerre de Sécession va se mettre à voter républicain, et c'est encore largement le cas aujourd'hui. Le Parti républicain, Lincoln en tête, avait fait le choix de la déségrégation, coupant le pays en deux et provoquant une guerre civile terrible – on a coutume de dire que ce fut la première guerre moderne. Le Nord l'emportait au prix d'un nombre de morts vertigineux et de destructions épouvantables. L'esclavage était aboli et la déségrégation condamnée par les XIII^e, XIV^e et XV^e amendements. La conséquence politique et électorale fut que les Sudistes, les *Dixiecrats*, votaient massivement démocrate et qu'il était hors de question pour eux de voter en faveur des Républicains, artisans de la défaite confédérée.

Il suffit de regarder la carte des élections présidentielles entre 1864 et 1964 pour s'en convaincre : le Sud était un bastion démocrate. Et

l'élection de 1964 l'illustre, mais avec une inflexion qui va bientôt devenir une rupture. Le ver était dans le fruit car 5 États sudistes se distinguent de tout le reste de l'Union en ralliant le camp républicain, une première depuis la Reconstruction. Les écarts sont de surcroît significatifs : Johnson ne parvient pas à franchir la barre des 46 % des suffrages populaires dans ces États ; il obtient le score ridicule de 12 % dans le Mississippi, tandis que l'Alabama ne lui aurait accordé aucune voix à cause de la dissidence de Wallace. La carte ci-dessous, qui porte sur le « *County Swing from 1960 to 1964* », est impressionnante.

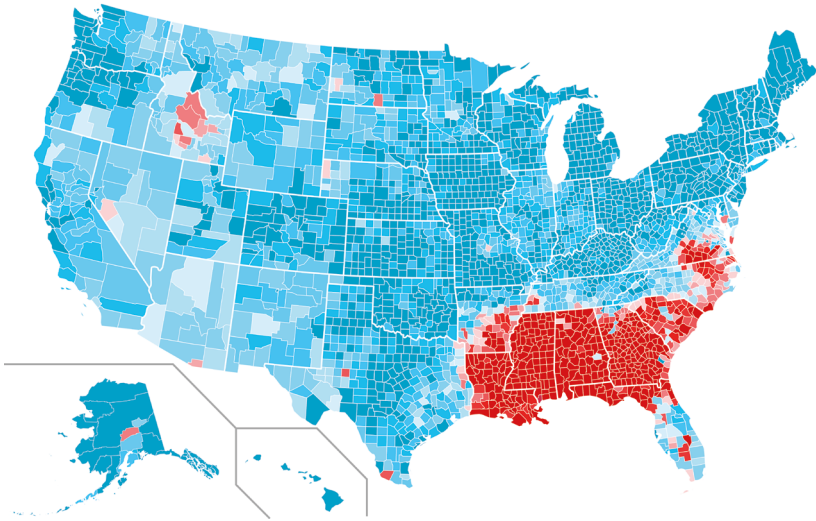


Figure 1 – Variation du vote entre les élections présidentielles de 1960 et 1964 aux États-Unis

Source : Twelvesfan9, Wikimedia Commons, licence CC BY-SA 4.0,
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:U.S._1960_to_1964_presidential_election_swing.svg.

Dès le début des années 60, la politique de Kennedy, secondé par Johnson, avait échaudé nombre d'électeurs du Sud. Dans la foulée de la jurisprudence de la Cour suprême, inaugurée en 1954 par l'arrêt *Brown*, et qui déjà avait suscité la réaction virulente des États sudistes dans le *Southern Manifesto* du 12 mars 1956, la Maison-Blanche fait le choix radical de

combattre le mal à la racine et de poursuivre sévèrement les États tout comme les individus favorables à la ségrégation. Alors vice-président, Johnson délivre un discours sans ambiguïté le 30 mai 1963, lors de commémoration de la bataille de Gettysburg :

One hundred years ago, the slave was freed. One hundred years later, the Negro remains in bondage to the color of his skin. The Negro today asks justice. We do not answer him – we do not answer those who lie beneath this soil – when we reply to the Negro by asking, “Patience.” It is empty to plead that the solution to the dilemmas of the present rests on the hands of the clock. The solution is in our hands. Unless we are willing to yield up our destiny of greatness among the civilizations of history, Americans – White and Negro together – must be about the business of resolving the challenge which confronts us now.

On peut adresser beaucoup de reproches à Johnson – sa brutalité proverbiale, les accusations de fraude électorale, celle d’avoir participé à l’assassinat de Kennedy –, mais il faut lui rendre cette justice qu’il a toujours maintenu le cap de la bataille pour l’égalité entre les Blancs et les Noirs, même au prix d’une déroute dans le Sud. Ce n’est pas le moindre des paradoxes de l’époque de constater qu’un Texan censément conservateur comme lui a été un apôtre convaincu de la déségrégation.

Ceux qui en doutaient ont été fixés très vite après Dallas. Le 27 novembre 1963, quelques jours seulement après l’assassinat de Kennedy, le nouveau président prend la parole devant le Congrès et annonce qu’il a la ferme volonté de poursuivre ce qui a été entrepris par son prédécesseur.

First, no memorial oration or eulogy could more eloquently honor President Kennedy’s memory than the earliest possible passage of the civil rights bill for which he fought so long. We have talked long enough in this country about equal rights. We have talked for one hundred years or more. It is time now to write the next chapter, and to write it in the books of law. I urge you again, as I did in 1957 and again in 1960, to enact a civil rights law so that we can move forward to eliminate from this Nation every trace of discrimination and oppression that is based upon race or color.

Le combat pour les droits civils et politiques sera terrible. Le pays se voit coupé en deux, comme le prouvent les votes dans les deux chambres du

Congrès ou dans les États. La première illustration en 1964 ne sera pas l'adoption d'une loi fédérale, mais d'une révision de la Constitution fédérale. Le XXIV^e amendement est introduit par le Congrès en 1962, il est ratifié par le nombre requis d'États en janvier 1964. Il condamnait ce qu'on appelle la *poll tax*, qui avait été introduite dans les 11 États sudistes au début du siècle et qui persistait dans 5 d'entre eux en 1964 : elle conditionnait le droit de vote au paiement d'une taxe et avait pour principal objectif de dissuader la participation électorale des Noirs. Le XXIV^e amendement interdit une telle exigence pour les élections fédérales – avant que la Cour suprême n'étende la prohibition à toutes les élections en 1966. Les révisions constitutionnelles aux États-Unis, conformément à l'article V de la Constitution, réclament – pour faire simple – deux tiers des voix dans chacune des deux Chambres, puis une ratification par les trois quarts des États. Il est instructif de constater que la plupart des élus du Sud se sont opposés à la proposition d'amendement à la Chambre des représentants et au Sénat, tandis que 8 États ont rejeté (Mississippi) ou n'ont pas adopté la proposition d'amendement (Arizona, Arkansas, Géorgie, Louisiane, Oklahoma, Caroline du Sud et Wyoming). On le constate, la plupart sont sudistes.

La même observation peut être faite pour ce qui concerne l'adoption du *Civil Rights Act* en 1964 et du *Voting Rights Act* en 1965. La ségrégation ne se bornait pas à la *poll tax* et elle contournait les amendements de la Reconstruction à coups de mesures vexatoires ou humiliantes pour les Noirs (les lois Jim Crow). Kennedy s'était heurté à une hostilité résolue de la part des élus du Sud au Congrès ; Johnson va habilement profiter de l'émoi suscité par son assassinat pour accélérer le tempo législatif. Un seul chiffre montre la division de l'Union : tous les sénateurs des États sudistes, sauf un, Ralph Yarborough (D-Texas), ont voté contre l'adoption finale du texte le 19 juin 1964. Les 20 autres sénateurs sudistes du Parti démocrate ont voté contre, ainsi que le seul sénateur sudiste appartenant au Parti républicain, John Tower (Texas). Barry Goldwater, lancé dans la course présidentielle, fera partie des très rares sénateurs républicains du Nord et de l'Ouest à se prononcer également contre. La même proportion est enregistrée à la Chambre des représentants : 90 % des députés sudistes refusent le texte, tandis que 90 % des députés du Nord et de l'Ouest s'y montrent favorables.

Johnson savait qu'il risquait de perdre les États du Sud à la cause démocrate. Cela ne se vérifie que partiellement en 1964, mais ô combien en 1968 ! Le mouvement de bascule en l'espace de quatre ans est impressionnant. En 1964, c'est la dernière fois jusqu'à aujourd'hui encore que l'Idaho, l'Utah, le Wyoming, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud, le Nebraska, le Kansas et l'Oklahoma ont voté démocrate. En 1968, tous les États sudistes ou presque vont se jeter soit dans les bras de Nixon et des Républicains, soit rallier Wallace, un démocrate en rupture de ban (seul le Texas sera pour Humphrey, le candidat démocrate). La candidature de Wallace souligne la gravité de la rupture. Gouverneur de l'Alabama, il avait été le challenger de Johnson lors de la primaire démocrate en 1964 : il va entrer en dissidence en 1968 et maintenir sa candidature contre Humphrey, finalement désigné en août après le retrait de Johnson le 31 mars et l'assassinat de Bob Kennedy en juin (Johnson avait uniquement gagné le New Hampshire). C'était signer la victoire des Républicains. En effet, Wallace va réaliser un score plus qu'honorable : il rassemble 13 % des suffrages populaires à l'échelle nationale, et il obtient surtout 46 grands électeurs dans 5 États du Sud. Il n'imaginait sans doute pas gagner, mais son but était plus retors : priver les deux candidats républicain et démocrate de la majorité absolue au sein du collège électoral et contraindre la Chambre des représentants à se prononcer. Petite subtilité qui n'a pas encore été évoquée : dans ce cas, la Chambre ne se prononce pas par tête (435) mais par États (50). Il en résulte que la délégation de chaque État doit se mettre d'accord sur le sens de son vote : en cas d'égalité, le vote est perdu. Les combinaisons sont donc infinies. Wallace pensait qu'il pouvait au moins négocier en position de force avec l'un ou l'autre des candidats. On notera que jamais cette configuration ne s'est présentée après 1968, le milliardaire texan Ross Perot ayant échoué à obtenir le moindre grand électeur en 1992 et 1996, nonobstant les 20 % de suffrages populaires glanés en 1992. En revanche, un tiers candidat peut signer la défaite d'un candidat démocrate ou républicain – le succès relatif de Ralph Nader en 2000 n'a pas été sans conséquence pour Al Gore.

Les conséquences jusqu'à aujourd'hui

On voudrait mettre l'accent sur deux conséquences électorales et politiques capitales. La première tient à la géographie électorale. Depuis les années 60, les États du Sud avantagent largement le Parti républicain. Les élections présidentielles le prouvent. Il est rare que les anciens États confédérés, pour se limiter à eux, votent pour les Démocrates. Il est vrai que les résultats sont plus contrastés pour les élections congressionnelles, mais l'explication est simple, du moins pour les deux décennies qui suivent : nombre d'élus démocrates ont continué à recevoir la confiance de leurs compatriotes précisément parce qu'ils étaient de farouches *Dixiecrats*, en rébellion contre l'appareil du parti. Au fond, c'est depuis assez récemment que les sénateurs et les représentants du Sud sont presque toujours républicains : depuis les années 90, voire le début des années 2000. Mais leur élection ne porte plus tellement le stigmate de la résistance au mouvement des droits civiques, elle doit tout à des questions de mœurs (le port des armes, le recours à l'IVG, la peine de mort, etc.). En tout cas, il est frappant de constater que tous les sénateurs des anciens États confédérés sont aujourd'hui républicains, sauf en Virginie et en Géorgie où ils sont au contraire tous les quatre démocrates. Est-ce le signe d'un nouveau basculement électoral ?

La Virginie a toujours voté républicain pour les élections présidentielles entre 1968 et 2008, mais elle a rejoint le camp démocrate depuis la première élection de Barack Obama, tandis que les deux sénateurs sont démocrates et que la représentation à la Chambre basse fédérale est également démocrate (d'une courte tête). Quant à la Géorgie, elle n'avait jamais voté démocrate aux présidentielles avant 2020, sauf en 1992 lorsque s'était présenté un jeune politicien de l'État d'Arkansas du nom de Bill Clinton – nous mettons de côté la victoire de Jimmy Carter en 1976 et 1980 car la Géorgie est son État natal. Voilà que la Géorgie a donné un avantage décisif à Joe Biden en 2020, tandis qu'elle a aussi assuré le contrôle du Sénat au Parti démocrate en adoubant deux de ses membres (c'est l'inverse, il est vrai, à la Chambre des représentants).

La deuxième conséquence tient au vote des Noirs. Il était acquis au Parti républicain pendant des décennies après la guerre de Sécession

puisque le GOP avait été le parti de l'émancipation. Mais, à partir des années 60, les Noirs vont voter pour les Démocrates dans des proportions colossales, jamais moins de 80 % et pas loin des 90 %. Il y a là un chassé-croisé remarquable et pour autant logique : au moment où les États du Sud se mettent à voter en faveur des Républicains, les Noirs soutiennent largement les Démocrates. C'est vrai dans le Sud, mais en réalité dans l'ensemble du pays (Anonyme, 2012 ; Stafford, Morrison & Kastanis, 2020). L'exemple du district fédéral est passionnant car il a des conséquences institutionnelles importantes. La population de Washington D.C. frôle les 700 000 habitants, dont la moitié sont des Noirs. Le vote pour le Parti démocrate y atteint des sommets : en 2020, Joe Biden remporte 92 % des suffrages populaires, ce qui lui a évidemment accordé les 3 grands électeurs dévolus à la capitale fédérale. C'est pour cette raison que les Républicains refusent obstinément d'ériger Washington D.C. en État, alors que ses 700 000 habitants ne désignent ni représentants ni sénateurs au Congrès. Le XXIII^e amendement fut un pis-aller car les 3 grands électeurs ne menacent pas le résultat de l'élection présidentielle. En revanche, ériger le district fédéral en État lui accorderait 2 sénateurs sur 102, qui seraient forcément issus du Parti démocrate. Comme on l'a vu en 2020 et en 2022, les élections au Sénat sont très serrées et compter sur deux sièges démocrates en plus changerait considérablement la donne.

On aura compris que l'avenir semble plus riant pour les Démocrates que pour les Républicains, du moins au niveau fédéral et sous réserve de charcutage électoral (*gerrymandering*) éhonté. Les candidats démocrates regagnent des couleurs dans les États du Sud, tandis qu'ils peuvent compter sur un vote indéfectible de la population noire. Un chiffre le prouve en ce qui concerne l'élection présidentielle : le *ticket* démocrate a toujours été majoritaire en nombre de suffrages populaires depuis 1992 (sauf en 2004) et seul le recours au collège électoral a expliqué la victoire du camp républicain en 2000 comme en 2016.

Références bibliographiques

- ANONYME, 2012. « President Exit Polls », *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/elections/2012/results/president/exit-polls.ht> (Consulté le 22/07/2024). Repris dans BOUDON Julien, 2005. « La désignation du Président des États-Unis », *Revue de droit public*, 5, p. 1303-1336.
- BOUDON Julien, 2011. *Le Frein et la Balance*, Paris, Mare & Martin.
- BOUDON Julien, 2020. « Élection présidentielle américaine : faut-il redouter des *faithless electors* ? », Blog du Club des juristes, URL : <https://blog.leclubdesjuristes.com/election-presidentielle-americaine-faut-il-redouter-des-faithless-electors/> (Consulté le 22/07/2024).
- BOUDON Julien, 2022. « La réforme du mode de désignation du président des États-Unis d'Amérique », *Confluences des droits*, <https://confluencedesdroits-larevue.com/?p=2000>. (Consulté le 20/06/2025).
- ISRAEL Fred L., 1997. *Student's Atlas of American Presidential Elections. 1789 to 1996*, Washington D.C., CQ Press.
- TROY Gil, SCHLESINGER Arthur M. Jr. & ISRAEL Fred L. (eds), 2012. *History of American Presidential Elections. 1789-2008*, 4th edition, New York, Facts On File.
- JOHNSON Lyndon Baines, 30 mai 1963. « Remarks at Gettysburgh on Civil Rights », <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/may-30-1963-remarks-gettysburgh-civil-rights> (Consulté le 22/07/2024).
- JOHNSON Lyndon Baines, 27 novembre 1963. « Address to Joint Session of Congress », <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/november-27-1963-address-joint-session-congress> (Consulté le 22/07/2024).
- STAFFORD Kat, MORRISON Aaron & KASTANIS Angeliki, 2020. « This Is Proof: Biden's Win Reveals Power of Black Voters », *APNews*, mis en ligne le 9 novembre 2020, <https://apnews.com/article/election-2020-joe-biden-race-and-ethnicity-virus-outbreak-georgia-7a843bbce00713cfde6c3fdbbc2e31eb7> (Consulté le 22/07/2024).

LYNDON B. JOHNSON : ENTRE CONTINUITÉS ET RUPTURES

2025 marque une série d'anniversaires liés à la présidence de Lyndon B. Johnson. En matière de politique étrangère, 1965 voit le lancement de l'opération *Rolling Thunder*, tandis que 1975 est marquée par la déclaration du président Ford proclamant la fin la guerre du Vietnam. Sur le plan intérieur, 1965 est aussi l'année du vote par le Congrès du *Voting Rights Act* et du *Social Security Act*, instaurant Medicare et Medicaid.

L'énigme de la présidence Johnson – législateur aguerri, président impérial, puis président déchu – continue d'interroger. Cet ouvrage explore les multiples arcs narratifs de sa présidence, mettant en lumière l'articulation entre la personnalité de l'homme et les contextes politique et géopolitique d'alors. Car si Johnson a su tirer parti d'un climat social et politique favorable pour insuffler une impulsion législative hors du commun, le contraste est immense avec son bilan désastreux en matière de politique étrangère, résultante de la guerre du Vietnam.

Structuré en trois parties, l'ouvrage s'ouvre sur un regard général porté sur le président et son mandat, se poursuit avec une analyse de la question des droits citoyens et sociaux, et se conclut par une réflexion sur la guerre contre la pauvreté, pilier de sa « Grande Société ». Les contributions réunies ici mettent en lumière l'ampleur du travail accompli par Johnson et son administration, ses limites, et ses résonances dans l'Amérique d'aujourd'hui. La présidence Johnson apparaît alors comme une période de profondes mutations, révélant une société clivée, dont les fractures ne cesseront de s'amplifier.

Juristes, historiens et spécialistes de la civilisation américaine croisent ici leurs approches comparées pour éclairer la complexité d'une présidence dont l'héritage résonne encore dans les débats contemporains.